

Le gouvernement de l'Afrique du Sud prétend que ces lois, délibérément discriminatoires, mènent à la stabilité, l'harmonie raciale et la prospérité économique de tous. Cet argument ne résiste même pas à l'examen le plus sommaire. Le refus de faire participer les Noirs à la vie politique nationale ne vise, comme l'écrivait récemment un éditorialiste du New York Times, qu'à reléguer ceux-ci au statut de simples instruments économiques et à leur enlever le contrôle de leur propre destinée.

L'objectif central du régime d'apartheid est évident: la préservation institutionnalisée du statut socio-économique privilégié d'une minorité blanche dans une économie fondée sur la garantie d'une main-d'oeuvre bon marché. A l'appui de cet objectif, l'Afrique du Sud a élaboré une théorie de la société et du gouvernement qui se fonde sur la négation des valeurs humaines fondamentales et qui fait fi de l'évolution dans le reste du monde. Comment les dirigeants de ce pays peuvent-ils s'attendre à ce que d'autres gouvernements y voient autre chose qu'une théorie du désespoir alimentant un système d'oppression.

Bravant la répression et les dangers pour leur personne, Mandela, Sobukwe, Biko et maints autres ont lutté pour une évolution pacifique. Préconisant le dialogue entre les communautés raciales d'Afrique australe, ils réclamaient simplement les mêmes droits et des chances égales pour tous, quelle que soit l'appartenance raciale. Comme tant d'autres, ils ont vu leurs droits réprimés, leur presse muselée, leurs organisations pacifiques supprimées et leurs sympathisants, y compris des écoliers, arrêtés, bannis ou détenus et soumis à la cruauté et à la violence.

La perpétuation du système juridique racialement discriminatoire de l'Afrique du Sud est une anomalie de l'histoire. L'apartheid présente maintes affinités de comportement avec les systèmes d'exploitation qui ont dominé le reste du continent africain durant une période coloniale maintenant pratiquement révolue. L'Afrique du Sud n'est toutefois pas un pays colonial mais bien un pays africain peuplé d'ethnies diverses qui sont venues d'Europe, d'Afrique et d'Asie au cours des trois derniers siècles.

Le maintien des politiques d'apartheid du gouvernement d'Afrique du Sud a de sérieuses répercussions pour la paix et la sécurité de l'Afrique australe. Cette région ne pourra atteindre une stabilité durable tant que les questions de la Rhodésie du Sud et de la Namibie n'auront pas été réglées d'une façon acceptable sur le plan international et tant que l'Afrique du Sud elle-même n'aura pas instauré un système de pleine participation politique et de justice économique. Le gouvernement de l'Afrique du Sud est pourtant décidé à maintenir ses politiques racistes qui sont la source des problèmes de la région. Ses politiques concernant la Rhodésie et la Namibie et son comportement face aux États africains voisins se fondent sur une volonté de maintenir le régime d'apartheid à tout prix.